

Déclaration CGT lors du CTPL du 7 septembre

Permettez moi Monsieur le président en cette rentrée 2009 de revenir sur quelques sujets importants pour les salariés de notre pays, donc pour les agents de notre département.

L'été se finit mais sûrement pas en pente douce.

En cet été 2009, l'extension du travail du dimanche, la volonté de remettre en cause les droits des femmes en matière de retraite sont emblématiques des orientations régressives mises en œuvre.

Et dans la vraie vie, l'impossibilité de partir en vacances ou l'obligation de les écourter pour un nombre croissant de français sont des signes particulièrement révélateurs des difficultés financières auxquelles ils sont confrontés.

Il y a un an, le système bancaire menaçait de s'effondrer. Les pouvoirs publics ont puisé des centaines de milliards dans les fonds publics pour le renflouer. Ce plan de sauvetage, tout particulièrement en France, a délibérément laissé de côté les attentes des salariés, au nom de la priorité à l'investissement pour la consommation.

Pour quels résultats ?

- des emplois détruits par centaines de milliers, plongeant les salariés dans le chômage ou dans l'incertitude et portant un coup sérieux au potentiel industriel du pays ;
- des salaires en berne, provoquant une smicardisation du salariat et dénotant une logique de dévalorisation du travail ;
- un accroissement sans précédent de la dette publique, que la politique fiscale actuelle veut faire payer aux salariés soit sur leurs revenus, soit par la dégradation des services publics ;
- une protection sociale constamment menacée d'étranglement financier ; ces jours ci on parle même à longueur d'antenne de nouveaux déremboursements, d'augmentation du forfait hospitalier ;
- et des groupes multinationaux affichant toujours un niveau élevé de profits et une insolente distribution de dividendes aux actionnaires, un traitement bien clément qui se dessine pour de riches contribuables français soupçonnés d'avoir des comptes non déclarés en Suisse pour un montant de 3 milliards d'Euros, sans parler des faramineux bonus réservés par les banques à leurs traders.

La Fonction publique est un élément essentiel dans la logique de destruction massive des acquis et des solidarités sociales. Missions, emplois continuent à passer à la moulinette de la réduction des coûts au détriment des intérêts du pays, des citoyens et des personnels.

Les droits et garanties statutaires des fonctionnaires, garants de l'égalité de traitement des citoyens sont toujours plus mis en cause, ouvrant la voie à une précarisation toujours plus grande des emplois et au clientélisme.

Ainsi, le vote en début d'été de la loi sur la mobilité qui permet le recours à l'intérim et le licenciement de fonctionnaires en est une sinistre illustration.

La création de la DGFIP obéit évidemment aux mêmes logiques.

L'emploi continue à y être une cible privilégiée qui n'a d'égale que la surdité de l'administration face aux conséquences de ces choix sur les conditions de vie et de travail des agents.

Le refus d'une véritable reconnaissance de leurs qualifications est un autre volet révélateur du mépris dans lequel les tient le gouvernement.

La colère des agents de la DGFIP comme celle de l'ensemble des salariés contre les politiques régressives et leurs exigences légitimes de développement de l'emploi, de hausse des salaires et d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail n'ont pas fondu comme neige au soleil pendant l'été.

Par milliers, dans l'unité syndicale, les salariés ont su se rassembler dans l'action au 1er semestre afin de faire valoir leurs revendications.

En cette rentrée, la CGT poursuivra son action avec la plus grande détermination pour construire, avec les personnels, les mobilisations nécessaires !

Dans le département, la CGT impôts - trésor organisera plusieurs heures d'information pour aller débattre avec les personnels que ce soit de la mise en place des SIP au 1^{er} avril ou des futurs créations, des restructurations, des missions et des moyens pour les assumer et de bien d'autres sujets qui les intéressent.

Lors du précédent CTPL, l'administration n'a pas pu nous donner les précisions demandées sur le coût de la construction de la terrasse du logement de fonction de Mme FRITSCH, sur la nature des crédits utilisés. La CGT avait indiqué qu'elle comprenait le mécontentement des agents qui eux subissent les restrictions budgétaires, nous attendons aujourd'hui que toute la lumière soit faite.

De même, nous n'avons pu connaître le nom des postes dont la fermeture était proposée, qu'en est-il officiellement et quel est l'avenir pour ceux d'entre eux qui avaient été cités à plusieurs reprises comme Brienon, Villeneuve l'archevêque ou encore Charny ...

Vous deviez aussi nous donner la situation détaillée des effectifs en catégorie A, avec les arrivées cette année cette mise à jour sera intéressante.

Peut-on avoir un point d'information sur les travaux sur le document d'orientation stratégique (DOS) dans le département.

En ce qui concerne les travaux du service CEPL, la CGT souhaiterait une visite de l'inspecteur hygiène et sécurité avant que les travaux d'électricité ne soient lancés notamment en lien avec l'emplacement des prises et des bureaux, le nombre de mètre carré par agent Si la visite est programmée après pour des questions de délais, la CGT demande qu'une rencontre ait lieu avant, avec l'ensemble des personnels, afin qu'ils puissent exprimer leurs desiderata en temps utiles, et peut être éviter de nouveaux gaspillages d'argent public pour ce service .

Peut-on avoir un point sur les redevances audiovisuelles gérées par les produits divers ? La majorité de ces côtes doivent être prescrites, qu'en est-il de leur apurement ?

La CGT demande l'étude du règlement horaire variable de l'Isle sur Serein qui a été adressé à la TG le 25 août . Celui-ci prévoit en effet une modification des horaires d'ouverture attendue par le public et la réelle mise en place des horaires variables pour les agents.

Sur la fusion des deux postes de Sens :

Elle s'impose du fait de la création du SIP au 1^{er} avril. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'encore une fois ce ne sont pas les améliorations de service qui prévalent. Ce nouveau manque d'anticipation constituera de nouveaux gâchis financiers, suite à l'achat des locaux de Sens Municipale et des différents travaux effectués depuis.

Les documents préparatoires communiqués nous conduisent à faire les premières observations suivantes :

- tout d'abord, il nous semble que les travaux prévus au cours du second semestre sont un peu tardifs par rapport à la date de réalisation de la fusion qui est au 1^{er} janvier 2010 . Nous demandons la communication des plans.
- nous espérons que ceux-ci auront lieu en site non occupé
- que veut dire, en parlant de Sens Municipale, que ce bâtiment est cédé ?
- nous aimerions avoir la communication du détail de l'ORE du nouvel effectif
- qu'en sera-t-il de l'avis des élus qui seront mis devant le fait accompli, même au vu du peu d'enjeu de cette fusion
- par contre nous ne partageons pas votre appréciation sur la fréquentation peu importante à Sens Municipale. Cette fréquentation est certes irrégulière mais elle connaît des pics surtout en cette période de paiement des PPE et avec la recrudescence des aides du conseil général. L'activité avec les régisseurs n'est pas non plus négligeable.

Sur la pandémie :

Nous n'avons pas reçu de documentation de la part de l'administration dans le cadre de la préparation de ce CTPL, c'est par le syndicat que nous avons eu la lettre du ministre du 26 août avec les différentes fiches.

Mais nous apprécions que ce soit à l'ordre du jour bien avant le déclenchement de la pandémie , même si un cas a déjà été déclaré cet été au CDI d'Avallon.

Nous souhaitons surtout une information régulière détaillée de la situation , notre consultation avant toute prise de décision.

Nous demandons que cette question soit aussi à l'ordre du jour du prochain CTPL.

Pour ce qui est de notre syndicat, je proposerai lors de notre prochaine réunion de bureau, que nous nous organisions pour que plusieurs camarades soient au fait des problématiques soulevées par la pandémie. Nous vous communiquerons les noms si la proposition est retenue.